



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité **SEMAINE DU 23 AU 30 SEPTEMBRE 2018**

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	4
ASIE - PACIFIQUE.....	12
EUROPE	13
PROCHE & MOYEN ORIENT	18
RUSSIE	20



AFRIQUE

AL-SHABAB CONTINUE A SEMER LA TERREUR EN SOMALIE

La capitale Somalienne Mogadiscio, victime d'un attentat-suicide au début du mois de septembre, a une nouvelle fois été la cible d'une attaque à la voiture piégée. Le groupe islamiste al-Shabab a revendiqué cet attentat qui a fait un mort un blessé, et qui visait un fonctionnaire de police en particulier.

[Nous vous renvoyons sur ce point à l'analyse de Camille de la Rochère.](#)

LE QUARTIER GENERAL DU G5 SAHEL DEMENAGE

Le siège de la force antiterroriste commune du G5 Sahel a été transféré de la ville centrale de Sévaré à Bamako, à 600 kilomètres au sud du pays. La décision aurait été motivée par l'attentat-suicide et l'attaque à la bombe du 29 juin, qui avaient quasiment détruit l'ensemble des infrastructures, tuant deux soldats et un civil. L'attaque avait été revendiquée par un responsable du Groupe de soutien pour l'islam et les musulmans, affilié à al-Qaïda. Quelques mois auparavant, en avril, des militants avaient infiltré la base française et celle des Nations Unies à Tombouctou, tuant un soldat de la paix américain et en blessant des dizaines d'autres. C'est en juillet dernier que l'Union Européenne avait annoncé qu'elle financerait la construction d'un nouveau siège pour la force interarmée du G5 Sahel au Mali. Le nouveau commandant de la force interarmées, le général mauritanien Hanena Ould Sidi, nommé en juillet pour succéder au général malien Didier Dacko a officiellement pris ses fonctions le 17 septembre.

Entre 2014 et 2020, l'Union Européenne et ses Etats membres devraient consacrer 8 milliards d'euros à l'aide au développement au Sahel et dans le bassin du Tchad, un des pays membres du G5 Sahel. Plusieurs milliards d'euros supplémentaires devraient être alloués à la sécurité ou au renforcement des forces armées locales.



LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO RAVIVENT LES TENSIONS AVEC L'OPPOSITION

Alors que les élections sont prévues pour le 23 décembre prochain, plusieurs leaders de l'opposition ont déjà lancé des appels à la mobilisation dans la capitale Kinshasa. Les leaders de l'opposition, dont quatre candidats, ont mobilisé plusieurs milliers de personnes lors d'un rassemblement dans le centre de Kinshasa, moins de trois mois avant la tenue des élections. « C'est un succès, comme vous pouvez le constater, il n'y a plus rien à prouver. Le peuple est avec nous et nous irons jusqu'à la victoire finale », a notamment déclaré à la presse Félix Tshisekedi, le président-candidat du parti historique d'opposition, l'UDPS (Union pour la Démocratie et le Progrès Social).

Avec deux autres candidats, Vital Kamerhe, Martin Fayulu, et le soutien à distance de Jean-Pierre Bemba et des partisans de Moïse Katumbi, toujours en exil, les opposants à Joseph Kabila ont souhaité dénoncer une élection factice ainsi que la machine à voter, qu'ils ont surnommée « machine à tricher ». Cette dernière est un système de vote comprenant un écran tactile et permettant l'impression d'un bulletin de vote destiné à être ensuite glissé dans l'urne par le votant. Alors que tous les rassemblements publics de nature politique avaient été interdits en RDC entre septembre et avril 2018, la manifestation avait été préalablement autorisée par le gouverneur de Kinshasa. Près de deux cents policiers ont été déployés devant le siège du parlement et dans les rues avoisinantes. Le président sortant Joseph Kabila, empêché par la Constitution de briguer un nouveau mandat, a quant à lui désigné comme dauphin son ancien ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadary. Kabila gouverne le pays depuis l'assassinat de son père en 2001. En annonçant qu'il ne se représenterait pas en décembre, il était parvenu à apaiser les tensions nées de son refus de démissionner lors de l'expiration de son mandat constitutionnel en 2016. Au total, ce sont 21 candidats qui se feront face, dont plusieurs détracteurs de Kabila, ce qui risque de diluer le vote de l'opposition et de multiplier les chances de Ramazani.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

DEBUTS OPERATIONNELS CONTRASTES POUR LE F-35B

Le F 35B a connu cette semaine son baptême du feu sur le théâtre afghan ; [nous vous renvoyons sur ce point à l'article de Xavier Marié.](#)

LE SECDEF MATTIS A LA RECHERCHE DE NOUVELLES VOIES APRES LE REPORT DE DISCUSSIONS MILITAIRES BILATERALES AVEC LA CHINE

James Mattis a déclaré lundi dernier qu'il cherchait un moyen d'avancer militairement avec la Chine après que cette dernière a repoussé une discussion bilatérale en raison des sanctions imposées par les États-Unis à son encontre pour avoir acquis des armes russes. La ministre de la Défense chinois a d'ailleurs ajouté que la Chine pourrait prendre davantage de contre-mesures face aux sanctions américaines après l'acquisition chinoise de 10 avions de combat *SU-35* en 2017 et d'équipements liés aux missiles sol-air *S-400* en 2018, conformément au CAATSA (*Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*).

En juin dernier, le SECDEF Mattis s'était rendu en Chine pour essayer d'approfondir le dialogue militaire entre les deux pays alors que, déjà, les tensions commerciales grandissaient et que Washington craignait la modernisation des armées chinoises ainsi que sa posture de plus en plus agressive en mer de Chine méridionale.

TENSIONS EN MER DE CHINE APRES LE SURVOL DE BOMBARDIERS B-52

Pékin a émis des protestations après que deux bombardiers stratégiques B-52 escortés par des chasseurs japonais ont effectué des opérations de transit en mer de Chine méridionale et orientale. [Nous vous renvoyons à l'article de Xavier Marié sur ce sujet.](#)



SERIE DE CONTRATS MAJEURS POUR L'US NAVY ET L'US AIR FORCE

- L'US Navy a alloué la construction de 10 de ses prochains destroyers de la classe *Arleigh Burke* pour un montant total de 9Mds\$. Ainsi, six navires seront construits par les chantiers navals *Ingalls Shipbuilding* et quatre par le constructeur *General Dynamics Bath Iron Works*.
- *Boeing* a remporté le contrat massif de renouvellement de la flotte d'entraînement de l'US Air Force. C'est donc le consortium *Boeing-Saab* qui remporte le programme dit *T-X Trainer* dédié au développement de la nouvelle génération de l'avion d'entraînement de l'USAF. Ce contrat d'un montant de 9,2Mds\$ porte pour l'instant sur 351 appareils, 46 simulateurs et l'équipement terrestre associé.
- L'US Air Force a commandé deux satellites dédiés au GPS auprès de *Lockheed Martin*. Ce contrat d'un montant d'1,3Md\$ porte sur la construction de deux satellites *GPS III F*, qui seront les 11e et 12e de cette nouvelle génération.
- L'US Air Force choisit le successeur de l'hélicoptère *UH-1N Huey*. Il s'agit de l'hélicoptère *MH-139* du tandem *Boeing-Leonardo*, version militaire de l'*AW139* d'*Augusta Westland*, filiale de *Leonardo*. Le contrat attribué aux industriels est d'un montant de 2,38Mds\$ pour 84 appareils, dont 375M\$ pour les quatre premiers. Ces hélicoptères seront dédiés à la mission très sensible de protection et surveillance aérienne des silos abritant les ICBM américains.

SELON LE SECDEF MATTIS, LES ETATS-UNIS EVALUENT DES SITES SUSCEPTIBLES D'ACCUEILLIR UNE BASE PERMANENTE EN POLOGNE

Le Secrétaire à la Défense James Mattis a déclaré que les Etats-Unis avaient initié une phase exploratoire suite à l'offre polonaise d'installation d'une base américaine permanente sur le sol de la Pologne. Selon le SECDEF, le Pentagone va passer en revue les différents sites proposés par Varsovie, afin de déterminer s'ils seraient appropriés au stationnement d'une force permanente. L'un des facteurs déterminants sera la proximité de vastes terrains d'entraînement, en particulier dans



l'optique d'une montée en puissance du détachement de forces terrestres. Les sites de Szczecin et Zagan dans l'ouest du pays offrirait de tels espaces, tout comme celui d'Orzysz où sont déjà présentes des forces américaines intégrées dans un groupe de combat de l'Otan et qui permet des manœuvres de grande ampleur avec des exercices de tir à munitions réelles.

Au sein de l'*Army* et du *Marine Corps*, l'idée d'une présence permanente ne semble pas susciter de grand intérêt, la préférence allant à un système de rotations régulières qui évite la nécessité de mettre en place une infrastructure de soutien très lourde.

La présence militaire américaine en Pologne est déjà non négligeable, avec: un détachement aérien opérant tout au long de l'année depuis la base aérienne de Lask ; un groupe de combat OTAN conduit par les Etats-Unis (800 hommes sur 1114) implanté à Orzysz dans le cadre de la posture de défense avancée (EFP) et enfin le centre de commandement des opérations de l'*US Army* dans les Etats baltes et en Pologne, localisé à Poznan. Par ailleurs, l'*US Navy* travaille au développement d'un site de défense antimissile au niveau de Redzikowo dans le nord du pays.

Enfin, il convient de noter que Raytheon vient de conclure un contrat d'un montant d'1,5Md\$ avec la Pologne pour la vente du système de défense antiaérienne et antimissile *Patriot*. Il s'agit de la première phase du programme polonais d'acquisition du système *Patriot*, dit « *WISLA* », qui devrait en comporter une seconde ultérieurement.

LA TURQUIE POURRAIT BIEN RECEVOIR SES F-35 EN L'ABSENCE DE DIRECTIVES CONTRAIRES

Malgré le débat suscité par la volonté d'Ankara d'acquérir le système de défense antiaérienne russe *S-400*, il semblerait que pour l'instant rien ne s'oppose à la livraison des premiers avions *F-35* à l'armée de l'air turque. Ainsi, deux avions devraient arriver en novembre sur la base aérienne de Luke en Arizona, où les pilotes turcs commenceront leur formation.

LIVRAISON PROCHAINE DU SOUS-MARIN NUCLEAIRE D'ATTAQUE *SOUTH-DAKOTA*

La *Navy* a accepté la livraison du futur sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) *South-Dakota*, qui sera le 17^{ème} navire de la classe *Virginia* construit. Selon les mots du responsable du programme *Virginia* de la *Navy*, le *South-Dakota* devrait représenter



une étape importante puisqu'il sera l'avant-dernier bâtiment de la génération *Block IV* avant la construction et le déploiement généralisé du *Block V*. Dans la version actuelle, les sous-marins de la classe *Virginia* sont munis de deux tubes de lancement pouvant tirer chacun six missiles de croisière *Thomahawk*. La *Navy* a par ailleurs déjà prolongé sa collaboration avec *General Dynamics* pour la conception du *Block V* avec à la clé un contrat de 225 M\$.

REORGANISATION DU SYSTEME PATRIOT AU MOYEN-ORIENT

Les Etats-Unis devraient dans les prochains mois déplacer quatre systèmes *Patriot* du Moyen Orient aujourd'hui basés au Bahreïn, au Koweït et en Jordanie dans la logique d'un réalignement et d'une concentration des forces américaines contre les menaces russes et chinoises, selon les mots du secrétaire à la Défense James Mattis. Il ne faut cependant pas voir dans cette décision un quelconque désengagement des Etats-Unis dans la région, qui demeure un sérieux sujet de préoccupation comme le montre l'actualité récente : livraison de missiles antiaériens *S-300* à la Syrie par la Russie suite à la destruction d'un de ses avions, attentat en Iran, accusation d'Israël à l'encontre de son voisin iranien sur un site atomique secret. Les Etats-Unis et leurs alliés dans la région devraient ainsi toujours bénéficier du système *Patriot* malgré cette réorganisation.

DES TESTS DE CYBER COMPETENCES POUR LES FUTURS MARINES

Pour faire face aux nouvelles menaces et à la recherche de nouveaux talents en la matière, le corps des *Marines* devrait mettre en place à partir d'octobre des tests d'aptitude en matière cyber. Cette procédure devrait permettre de recruter du personnel pouvant à terme fournir le nouvel espace d'opérations cyber. Les tests devraient avoir lieu dans quatre domaines : la mise en réseau et les communications, les opérations informatiques, sécurité et conformité et enfin programmation de logiciel et *web design*.

DONALD TRUMP SIGNE LE PLUS IMPORTANT BUDGET DEDIE AUX VETERANS JAMAIS VOTE AUX ETATS-UNIS



Le budget pour l'Agence des Vétérans (*Veterans Affairs*) a été signé par le président Trump vendredi 21 septembre. Ce budget est en hausse de 6% par rapport au précédent, dépassant ainsi les 200 Mds\$ pour la première fois de son histoire. A titre de comparaison, le budget de ce ministère en 2001, au début de la guerre en Afghanistan, était de moins de 49 Mds\$. Ce budget doit prendre en partie en charge les soins et la prévention, notamment en ce qui concerne les addictions, mis en place auprès des anciens combattants. La signature de ce budget lui permettrait d'échapper à un potentiel « *shutdown* » du gouvernement américain en raison de l'absence de mention du financement du mur à la frontière mexicaine dans le budget 2019.

LE PROBABLE FUTUR COMMANDANT DES FORCES AMERICAINES EN COREE NUANCE SUR LA SUSPENSION DES EXERCICES DANS LA REGION

Le mois dernier, Donald Trump a décidé d'annuler les exercices militaires avec la Corée du Sud après que certains ont été suspendus à la suite du sommet de Singapour en juin dernier. Pour le général Robert Abrams, probable futur commandant des forces américaines en Corée, la fin de ces exercices a conduit à « *une légère dégradation* » de la disponibilité opérationnelle de ces forces. Néanmoins, devant le *Senate Armed Services Committee*, il a défendu la décision du président, une concession diplomatique qu'il a qualifié de « *risque prudent* » dans la négociation avec Pyongyang et qui, selon lui, ne devrait pas avoir d'effets au long terme sur l'entraînement des forces américaines ou même sur les relations avec Séoul. Les exercices *Key Resolve* et *Foal Eagle*, tenus au printemps avec la Corée du Sud, sont en préparation bien qu'ils soient pour l'instant suspendus. Leur potentielle tenue sera décidée par les dirigeants des pays impliqués, explique Abrams.

Abrams a également été interrogé par le *Senate Armed Services Committee* sur le potentiel retrait des troupes américaines de la péninsule coréenne et de la région en échange de la dénucléarisation nord-coréenne. Pour le général, retirer les troupes américaines de la région sans changements dans les capacités conventionnelles nord-coréennes serait prendre un risque conséquent notamment à cause des intérêts russes et chinois dans la région. Pour lui, le pays de Kim Jong-Un demeure une menace ; il qualifie ainsi la situation actuelle de « *détente et pause temporaire* » et soutient l'idée que la posture militaire américaine dans la région ne doit pas changer tandis que la diplomatie fait son travail.



LES ETATS-UNIS VONT TRANSFERER DEUX NAVIRES MILITAIRES A L'UKRAINE

Le corps des *Coast Guards* a annoncé le transfert prochain de deux patrouilleurs à l'Ukraine. Il s'agit de deux navires de la classe "Island" armés d'un canon de 25 mm et de quatre mitrailleuses. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du programme américain « *Excess Defense Articles* » visant à transférer des matériels dont les forces américaines n'ont plus l'utilité.

Plus stratégiquement, ce transfert prend place dans le cadre de tensions croissantes entre Kiev et Moscou autour de la navigation en mer d'Azov, l'Ukraine et les Etats-Unis accusant Moscou d'interférer avec la liberté de navigation des navires commerciaux ukrainiens. Le Département d'Etat, par la voix de sa porte-parole a ainsi déclaré que « *les Etats-Unis condamnaient le harcèlement par la Russie du trafic maritime international en mer d'Azov et dans le détroit de Kertch* ».

SYRIE : LES FORCES AMERICAINES DEMEURERONT EN SYRIE TANT QUE LES FORCES IRANIENNES NE SE RETIRERONT PAS

En Syrie, le retrait des forces américaines semble s'éloigner toujours davantage. Ainsi, John Bolton, le Conseiller à la Sécurité Nationale, a déclaré qu'une telle décision serait conditionnée au retrait des forces iraniennes, incluant les milices et forces par procuration dépendant de Téhéran.

Le son de cloche semble plus prudent du côté du Pentagone, le SECDEF Mattis insistant sur l'objectif de destruction du califat physique et la reprise des négociations sous l'égide des Nations-Unies et se contentant de préciser que l'engagement des Etats-Unis n'était pas indéfini sans s'avancer sur un calendrier de retrait. Il a également mis en garde l'Iran suite aux menaces émises à l'encontre des Etats-Unis après l'attentat commis par Daech contre un défilé militaire à Téhéran.

Les propos de John Bolton semblent signaler un virage stratégique majeur dans la nature de la mission des forces américaines au Levant, qui passerait du contre-terrorisme à une posture géopolitique visant à faire contrepoids à l'influence iranienne croissante dans la région. Or, une telle évolution serait difficile à faire admettre politiquement par l'opinion publique américaine, ce qui pourrait expliquer la discrétion du Pentagone et de la Maison-Blanche à ce sujet.



AMERIQUE LATINE

ARGENTINE : MODERNISATION DU NAVIRE *ARA AUSTRAL*

Le bâtiment *ARA Austral* a été soumis à des travaux de modernisation et à l'installation de nouveaux équipements permettant d'améliorer ses capacités océanographiques, dans le port de Puerto Belgrano. Le navire, qui appartient au *Conseil National des Recherches Scientifiques et Techniques* (Conicet), est entretenu par la Marine nationale et a été équipé de 4 conducteurs pour les sondes installées sur le navire. Le modèle *Kongsberg EM 2040* est un système de haute résolution en eaux profondes. La sonde *Simbrad EK80* permet d'obtenir des données océanographiques. Les travaux ont été réalisés par les équipes de l'entreprise argentine *Ingenieros Electronicos Asociados* et du groupe norvégien *Parker Maritime*. L'*ARA Austral* a appareillé le 21 septembre dernier après la fin des travaux.

CHILI : NOUVEAU MECANISME DE FINANCEMENT DES FORCES ARMÉES

Le ministre de la Défense nationale Alberto Espina et le sous-secrétaire pour les Forces Armées Juan Francisco Galli ont assisté à une session de la Commission de Défense du Sénat pour envisager un nouveau financement pour la Défense nationale. Le Président chilien Sebastian Pinera a déjà signé le 6 août dernier les indications au projet de loi prévoyant un mécanisme pluriannuel de financement des capacités stratégiques des Forces Armées. Actuellement, il est réalisé de deux façons : le budget annuel à hauteur de 80% permet de financer les salaires, l'entraînement et les opérations ; la seconde, la « *Loi Réserve du Cuivre* » (LRC) finance à 20% les acquisitions dédiées aux capacités stratégiques. Le nouveau mécanisme s'appuie sur une période de 4 ans, elle-même rattachée à un plan de 12 ans. Le financement des 4 premières années sera de 2600 millions de dollars provenant des revenus de la LRC. Ces aménagements doivent permettre d'obtenir une politique de Défense sur 12 ans, un budget stable en matière d'acquisition stratégique et un « *Fonds de Contingence Stratégique* ».



EL SALVADOR : INTERCEPTION DE COCAÏNE DANS UN SOUS-MARIN

La Force Navale salvadorienne a capturé le 15 septembre dernier dans un sous-marin 575 kilos de cocaïne pour un montant total de 14 millions de dollars. L'opération a été réalisée au large de Punta Remedios et trois colombiens ont été arrêtés et accusés de trafic de drogue. Cette nouvelle technique d'acheminement de la drogue en Amérique Centrale a déjà été illustrée au Costa Rica précédemment.

VENEZUELA : LE NAVIRE-HOPITAL CHINOIS *PEACE ARK* A LA GUAIRA

Dans un contexte de crise du régime chaviste, le navire-hôpital de la marine chinoise *Peace Ark* a accosté le 22 septembre dernier dans le port de La Guaira. Le ministre de la Défense Vladimir Padrino était présent pour accueillir le bâtiment qui a réalisé la Mission Harmony parcourant 11 pays différents. Cela fait suite au déploiement du navire-hôpital de la marine américain *USS Comfort* afin de prendre en charge les réfugiés vénézuéliens en Colombie. La présence du navire chinois s'inscrit dans l'ambition actuelle de la Chine de développer sa présence diplomatique et stratégique à l'étranger.



ASIE – PACIFIQUE

AIRBUS HELICOPTERS RENFORCE SA PRESENCE EN ASIE

Airbus Helicopters et le gouvernement thaïlandais confirment la commande de 4 H225M pour ses forces armées. Ces hélicoptères s'ajouteront aux 8 autres hélicoptères déjà commandés ou en service. Le contrat comporte un accompagnement à la mise en œuvre du matériel et l'industriel européen continuera d'assurer des prestations de service à travers sa filiale locale. Airbus Helicopters et son H225M poursuivent leur implantation dans cette région du monde. En Asie du Sud-Est, en plus de la Thaïlande, l'hélicoptère équipe les forces malaisiennes, singapouriennes et indonésiennes. Le Japon, le Vietnam et Taiwan utilisent par ailleurs une version civile du H225M pour le transport de VIP et les opérations de *search-and-rescue*.

L'INDE REUSSIT LES PREMIERS ESSAIS DE SON MISSILE AIR-AIR LONGUE DISTANCE

L'*Indian Air Force* (IAF) a annoncé avoir procédé avec succès aux premiers essais du missile indien *Beyond visual range air-to-air missile* (BVRAAM). C'est un Sukhoi Su-30 MKI qui aurait réalisé ce test. Ce missile, aussi appelé Astra, est développé depuis plus de 10 ans par le *India's Defense Research and Development Organization* (DRDO). La vitesse du missile dépasse les Mach 4 tandis que sa portée serait comprise entre 50 et 110 km en fonction de l'altitude à laquelle il est tiré. C'est une nouvelle démonstration des succès de l'industrie de défense indienne qui accompagne le pays dans sa volonté de porter des ambitions militaires fortes pour les prochaines décennies.



EUROPE

INTERVENTION DE LAURENT NUÑEZ, DIRECTEUR DE LA DGSI, A SCIENCES PO PARIS

Le préfet Laurent Nuñez, directeur de la Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSI), est intervenu le mercredi 26 septembre à Sciences Po Paris, devant les étudiants sur le thème « Prévenir les crises : l'enjeu du renseignement intérieur ». La conférence de deux heures a été divisée en deux temps : pendant presque une heure, les différentes menaces pesant sur la France ont été détaillées - dans la limite de l'obligation de confidentialité, en mettant l'accent sur la lutte anti-terroriste et la gestion de crise après la survenue d'un acte violent. Toutefois, un panorama de l'ensemble des autres compétences de la DGSI et des menaces a été brossé, afin de montrer la complexité des missions réalisées par ce service ; les étudiants ont ensuite pu interroger M. Nuñez lors d'un moment de questions. Ces échanges portaient essentiellement : sur la conciliation entre la protection de la vie privée, dans l'acquisition, le traitement, ou la conservation des données personnelles, avec la sécurité collective ; et sur les enjeux de recrutement (attractivité des métiers, recherche de compétences spécifiques, fidélisation des personnels) pour la DGSI induits par l'étendue des menaces et les différentes lois de programmation qui disposent d'une augmentation importante du nombre de personnels.

L'ALLEMAGNE APPROUVE L'ACQUISITION DE 6 AVIONS HERCULES C-130

La commission budgétaire de la chambre basse allemande a approuvé l'achat de 6 avions de transport à la firme américaine Lockheed Martin, moyennant 970 millions d'euros. La vente avait été conclue en mai dernier, mais son approbation demeurait en suspens. La Bundeswehr opte donc pour une solution américaine pour remplacer une partie de sa flotte de C 160 Transall, en service depuis les



années 1960. Les retards dans la livraison des A 400M pourraient expliquer en partie l'ampleur de telles acquisitions. La France avait invoqué le même motif, et avait commandé en 2015 deux appareils C 130 J pour pallier les retards du programme européen A 400M.

PRESENCE PROLONGEE DE SOUS-MARINS BRITANNIQUES A GIBRALTAR

Le sous-marin britannique HMS Talent a été aperçu à Gibraltar, aux côtés du sous-marin américain USS Newport News, selon les informations du site espagnol *defensa.com*. Le rocher semble être, pour les sous-marins de la Royal Navy, le lieu privilégié de certaines réparations ; ce choix est une manière d'affirmer la présence britannique dans des eaux territoriales contestées. En effet, les pêcheurs de La Linea de la Concepcion - le village espagnol frontalier - ont coutume d'aller pêcher dans les eaux territoriales de Gibraltar, territoire revendiqué par Madrid. Divers accrochages entre les deux marines n'ont pas manqué d'en résulter. La tension avait culminé lorsque Fabian Picardo, ministre en chef de Gibraltar, avait coulé dans l'eau des blocs de béton, de manière à s'assurer qu'aucun bâtiment espagnol ne puisse passer. Le jeudi 20 septembre, l'un des bâtiments qui accompagnaient le HMS Talent a d'ailleurs tiré plusieurs fusées éclairantes vers un navire à pavillon espagnol qui croisait dans ces eaux.

LE BUDGET DE LA DEFENSE ET DE SECURITE EN "ACCELERATION" POUR 2019

Le poste "Défense et sécurité" fait comme à l'accoutumée partie des champions du nouveau projet de loi de finances (PLF) 2019, publié le 24 septembre dernier. Avec une enveloppe globale de 35,9 milliards d'euros, la mission "Défense" voit par exemple ses crédits augmenter de 1,8 milliard par rapport à l'année 2018. Une hausse qui devrait permettre d'atteindre l'objectif des 2% du PIB alloués à l'effort de défense d'ici 2025.

Sans surprise, le PLF 2019 s'annonce conforme à la loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2018-2022, ainsi qu'à la première année de mise en



oeuvre de la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 ratifiée le 13 juillet dernier. Il entend servir quatre objectifs essentiels :

i) Renouveler et moderniser les capacités opérationnelles de l'Armée

Il s'agit là du plus gros poste budgétaire : plus de 19,5 milliards d'euros, soit 7% de plus qu'en 2018. Cette hausse servira essentiellement à la modernisation de l'équipement conventionnel individuel (casques, treillis ignifugés, gilets pare-balles) et collectif (blindage d'hélicoptères, radars contre les engins explosifs improvisés et protection contre la menace des drones...), ainsi qu'à l'acquisition de nouveaux matériels (notamment un avion de transport A400M, un avion ravitailleur multi rôle MRTT, une frégate multi-missions (FREMM), 6 drones Reaper, 10 hélicoptères et 89 blindés Griffon) ; enfin, il servira au développement de la dissuasion nucléaire et de la stratégie spatiale de défense.

ii) Soutenir les politiques de mémoire au travers de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation"

Une enveloppe de 57 millions d'euros sera attribuée au "plan famille", destiné à améliorer les conditions d'entraînement des militaires en exercice et à accompagner leurs proches. Le soutien apporté aux anciens combattants est lui aussi repensé, avec le déploiement d'aides sociales, notamment en matière de prise en charge sanitaire, et le versement d'allocations et de rentes viagères pour plus de deux milliards d'euros.

iii) Poursuivre le développement des missions de défense extérieure et de sécurité intérieure

Le nouveau budget permettra de poursuivre la hausse de la provision au titre des opérations extérieures (OPEX) avec 85 millions d'euros, soit 200 millions de plus que l'année précédente. Les crédits alloués aux missions intérieures (MISSINT) connaîtront une hausse de 100 millions d'euros.

Par ailleurs, l'enveloppe attribuée à la mission "Sécurités" augmentera de 0,3 milliard d'euros par rapport à la loi de finances initiale de 2018. L'occasion, pour le Ministère de l'Intérieur, de développer les deux programmes numériques



NEOGEND dans la gendarmerie, et NEOPOL dans la police, destinés à favoriser le partage de données et d'informations entre les forces de sécurité intérieure.

iv) Créer de l'emploi

Pour 2019, le Ministère des Armées bénéficiera d'un renforcement ciblé de ses effectifs, à hauteur de 466 postes, afin d'alimenter les domaines du renseignement, de la cyberdéfense, du soutien aux exportations et du numérique. Enfin, le Gouvernement accroît les effectifs de la police et de la gendarmerie nationales de 2400 emplois ; les crédits de fonctionnement et d'investissement qui leur sont consacrés seront également renforcés.

Ce nouveau budget entend répondre au besoin de transformation et d'adaptation des armées, marquant 2019 comme l'année de l' "accélération" plutôt que de la "continuité". A noter cependant, le PLF n'anticipe pas les premières expérimentations du service national universel (SNU) prévues pour 2019, attendu qu'elles devraient être portées par un financement interministériel. En attendant, la journée défense et citoyenneté, qui accueille environ 800 000 jeunes, continue d'être organisée par l'armée ; elle représente un coût de 15,3 millions d'euros.

OPERATION AEROPORTEE DE LA FORCE BARKHANE DANS LA REGION DE MENAKA

Le 27 septembre à 9 heures, la force Barkhane a réalisé une opération aéroportée au nord de Menaka dans la région frontalière entre le Mali et le Niger, dans le but d'affaiblir l'État islamique au grand Sahara (EIGS).

Appuyant 2 sections motorisées des forces armées maliennes et une compagnie motorisée de Barkhane, 80 parachutistes ont été déployés par 2 avions de transport tactique *Transall C-160*, tandis que 40 autres ont été largués à haute altitude par un *Airbus A400M "Atlas"*. L'état-major des armées n'a rapporté aucun accident durant cette mission.



LANCEMENT DE L'INNOVATION DEFENSE LAB DU MINISTERE DES ARMEES

Dans un communiqué du 28 septembre, la ministre des Armées Florence Parly annonçait l'attribution du marché d'installation de l'Innovation Défense Lab à la société Starburst Accelerator. L'Innovation Défense Lab, dont le lancement est prévu fin 2018, sera rattaché à l'Agence de l'innovation de défense, elle-même créée début septembre. L'innovation Défense Lab doit servir de lieu de rencontre entre les acteurs de la défense : ministère, laboratoires, grandes entreprises, start-ups... Il a notamment vocation à faciliter le repérage et l'intégration de technologies civiles dans le domaine militaire.

VISITE DE FLORENCE PARLY AUX EMIRATS ARABES UNIS

Mardi 25 septembre, la ministre des Armées Florence Parly s'est rendue aux Emirats Arabes Unis. D'après un communiqué de presse du 27 septembre, elle y a rencontré Mohamed Bin Zayed, prince héritier et vice commandant suprême des forces armées, ainsi que les forces françaises stationnées aux Émirats arabes unis (FFEAU), composées de 650 militaires. Florence Parly a insisté sur l'importance de cette "plateforme opérationnelle et logistique qui permet une projection rapide de nos forces en cas de crise".



PROCHE & MOYEN ORIENT

QATAR : LE PRINCE SAOUDIEN SE REND AU KOWEÏT POUR RELANCER LES DISCUSSIONS

Le prince héritier saoudien Mohammed bin Salman s'est rendu au Koweït ces 29 et 30 septembre pour s'entretenir avec l'émir Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah sur le désamorçage de la crise avec le Qatar. Le Koweït cherche depuis plus d'un an à négocier un accord pour résoudre la crise du Golfe sans obtenir de résultats probants. Pour autant, les efforts des Etats-Unis pour unir la région contre l'Iran ont donné un élan à une possible sortie de crise. Le secrétaire d'Etat Mike Pompeo a organisé la première réunion des ministres des Affaires étrangères depuis le début de la crise, entre les six pays du Conseil de coopération du Golfe vendredi 28 Septembre en marge de la conférence des Nations Unies. Les manières de contrer l'influence iranienne et la tenue d'un éventuel sommet en janvier pour lancer l'Alliance stratégique du Moyen-Orient (Mesa) y ont principalement été discutés. Les ministres jordaniens et égyptiens étaient eux-aussi conviés. Dans le même temps, les Etats-Unis ont annoncé retirer quatre batteries anti-aériennes et anti-missiles du Moyen-Orient. Les missiles Patriot, conçus pour intercepter les missiles et les avions, seront retirés du Koweït, de Bahreïn et de la Jordanie alors que l'armée américaine réaligne ses capacités pour se concentrer sur les menaces de la Russie et de la Chine.

LE LIBAN FAIT ECHOUER UN COMLOT VISANT A EMPOISONNER L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE L'ARMEE

Le Liban a arrêté jeudi 27 septembre un réfugié palestinien qui aurait des liens avec l'Etat islamique (IS). Ce dernier est accusé d'avoir l'intention d'empoisonner l'approvisionnement en eau de l'armée libanaise dans le but de tuer des soldats. Le suspect a déclaré qu'un membre de l'EI en Syrie lui avait «demandé de fabriquer des explosifs et de fabriquer du poison». Des enquêtes sont toujours en cours pour détenir d'autres personnes impliquées.



L'IRAN ACCUEILLE SA PREMIERE CONFERENCE SUR LA SECURITE REGIONALE

Afin de promouvoir une approche multilatérale des questions de sécurité, l'Iran a organisé son premier dialogue sur la sécurité régionale, le 26 septembre. Il s'agissait de la première réunion de ce type à inclure les conseillers de sécurité nationale et leurs adjoints iraniens, chinois, indiens, russes et afghans pour discuter de la question du terrorisme, entre autres menaces régionales.

Il est à noter que Nikolai Patrushev, secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie, et Ajit Doval, conseiller de la sécurité nationale auprès du Premier ministre indien, étaient présents. C'était là la première fois qu'un conseiller de la sécurité nationale indien se rendait en Iran pour discuter de la sécurité régionale. Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale d'Iran, a profité de l'occasion pour mettre en garde contre l'approche unilatérale des États-Unis et sa politique de sanctions visant aussi bien l'Iran, que la Russie et la Chine.

LE PRESIDENT YEMENITE EXCLUT LES POURPARLERS DE PAIX AVEC LES HOUTHIS

Le président du Yémen, soutenu par la communauté internationale, a rejeté mercredi des pourparlers de paix directs avec les rebelles houthis. S'exprimant devant l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le président Abed Rabbo Mansour Hadi a déclaré que les pourparlers avec les Houthis étaient «voués à l'échec» et qu'ils devaient adhérer à l'accord de dialogue national conclu, à la suite du printemps arabe, par l'ONU et le Conseil de coopération du Golfe. Ce même accord avait permis à Hadi d'accéder à la présidence. Les pourparlers de paix entre les parties belligérantes au Yémen se sont effondrés au début du mois de Septembre, mais les Emirats Arabes Unis, qui soutiennent Hadi dans la guerre, ont accepté de participer à un nouveau cycle de négociations en début de semaine.



RUSSIE

CO-SIGNATURE D'UN TRAITE DE LUTTE CONTRE L'INTER-CRIMINALITE PAR LA CEI (COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS)

Vladimir Poutine s'est rendu au sommet de la Communauté des Etats indépendants, à Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, où il a co-signé le 28 septembre, un programme interétatique de lutte contre la criminalité pour 2019-2023, ainsi qu'un accord de coopération dans la lutte contre la cybercriminalité. Le Président de la Fédération de Russie ne s'est pas exprimé publiquement lors de cette conférence, mais a profité du sommet pour établir des négociations bilatérales avec certains membres de la Communauté.

Créée en 1991 à la suite de la chute de l'Union soviétique, cette entité intergouvernementale est composée de 9 des 15 anciennes républiques socialistes soviétiques. Elle comprend dans son acte de création l'Organisation du traité de sécurité collective et l'Union économique eurasiatique, mais ces deux entités cherchent à prendre leur indépendance vis-à-vis de la CEI, afin de reprendre un processus d'intégration économique, mais aussi politico-militaire au sein de l'espace post-soviétique.

DES CASQUES BLEUS DANS LE DONBASS ?

Lors d'une intervention dans le cadre de la 73^{ème} assemblée générale de l'ONU, le président Ukrainien, Petro Porochenko, a demandé l'établissement d'une mission de maintien de la paix sur le territoire du Donbass ; « nous le voyons comme la mise à l'épreuve des capacités de notre organisation à régler des situations conflictuelles complexes. Un test, que l'ONU se doit de passer ».

Kiev a insisté pour que des casques bleus soient déployés sur l'ensemble des territoires concernés par la crise, y compris le long de la frontière russo-ukrainienne, et pour qu'il n'y ait pas de russes au sein de la mission si celle-ci venait à être déployée à l'Est du territoire Ukrainien.

La Russie a répliqué avec une contre-proposition, celle de n'employer de forces de maintien de la paix onusienne uniquement pour assurer la sécurité des observateurs de l'OSCE.



NOUVEAUX CONTRATS D'ARMEMENT POUR LES MISSILES ALMAZ-ANTEÏ (S-400, S-300)

La presse indienne (Times India) a fait savoir le 27 septembre que le gouvernement serait prêt à signer un contrat d'acquisition de cinq unités antiaériennes S-400 (Code OTAN : Triumph) de la firme russe, s'élevant à 5,43 milliards de dollars, et ce malgré les menaces de sanction de l'administration du président américain Donald Trump. Le comité chargé de la sécurité auprès du Premier Ministre indien Narendra Modi n'aurait pas attendu la prochaine visite en Inde de Vladimir Poutine pour approuver la signature. Ce contrat vient renouveler l'accord concernant des S-400 et des frégates russes, qui avait été signé en 2016 entre les deux chefs d'Etat, mais abandonné suite à l'adoption par l'administration américaine de sanctions contre l'industrie de défense russe. Si l'annonce de ce contrat est véridique, l'Inde deviendrait le troisième acheteur d'armement russe, après la Chine et la Turquie. De plus, les missiles S-400 sont le modèle le plus récent des systèmes russes de défense anti-aérienne.

L'Inde n'est cependant pas le seul pays à s'armer d'un système de défense anti-aérienne russe. En effet, suite au crash de l'Illiouchine-20 (Code OTAN: Foulque) au large de la Syrie le 17 septembre dernier, la Russie a décidé d'accélérer la livraison de S-300 à la Syrie, afin d'éviter tout nouvel incident. Le gouvernement russe rend Israël responsable de l'abattage de cet avion, l'accusant d'avoir poussé l'aéronef dans les tirs syriens. A l'occasion d'un entretien téléphonique avec Benjamin Netanyahu, rapporté par le journal russe Kommersant, le premier ministre israélien a déclaré à son homologue russe que "la livraison de S-300 à des personnes irresponsables accroît la tension dans la région".



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric